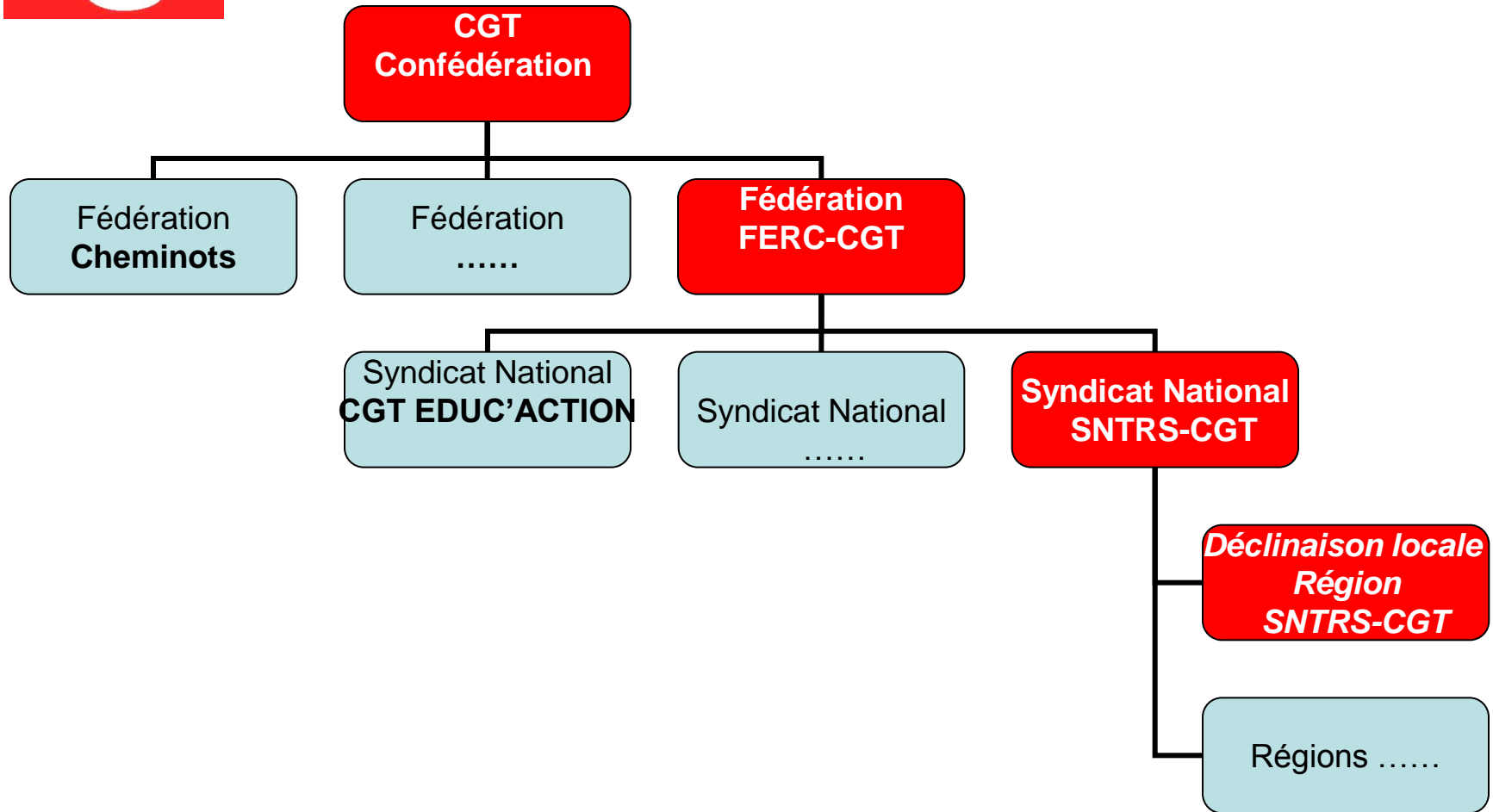




Confédération Générale du Travail





Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique

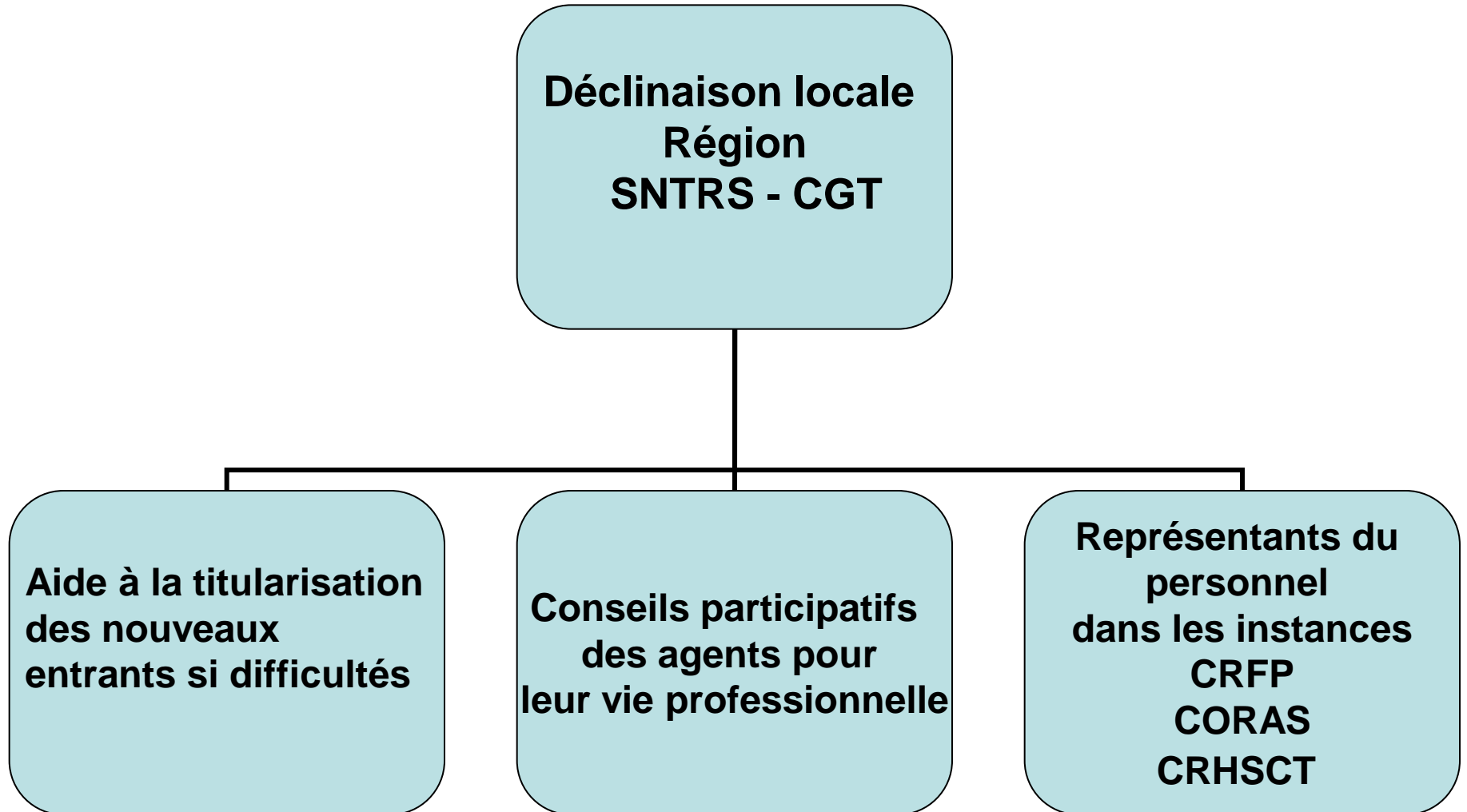
Un syndicat pour tous les personnels:

- chercheurs,
- ingénieurs, personnels techniques et administratifs,
- doctorants,
- actifs et retraités,
- titulaires et non titulaires...

... au CNRS, à l'INSERM, à l'IRD, à l'INRIA, à l'IRSTEA, à l'INED, ainsi que dans les fondations et groupements intervenant sur le champ de la recherche.



CNRS Rhône-Auvergne





Aide à la titularisation des nouveaux entrants si difficultés

Stagiaire pendant 1 an :

En cas de difficultés sur :

- Adaptation au poste de travail
- Rapport à mi-parcours

**Alerter et rencontrer les représentants du personnel sans attendre
la fin de l'année du stage**



Conseils *pour votre vie professionnelle*

- ⇒ Ne pas rester isolé,
- ⇒ S'informer avec les collègues des conditions de travail et de vie collective au bureau et au labo
- ⇒ Aider à la rédaction des dossiers



Représentants du personnel dans les instances

- ⇒ Commission Régionale Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail - **CRHSCT**

- ⇒ Commission Régionale d'Action Sociale – **CORAS**
 - **Aides financières en cas de difficulté ponctuelle**
 - Représentants des usagers de la restauration

- ⇒ Commission Régionale de Formation Permanente - **CRFP**
 - ex: Plan de formation, Ecoles thématiques



Le syndicat c'est VOUS

Venez nous rencontrer, faisons connaissance !!

Dans notre local syndical au BMS lors de notre permanence le lundi de 12 h 30 à 14 h

Tel : 04 72 69 26 95

Mel: sntrscgtlyon@cnrs.fr

Site: <http://sntrs-lyon.alter.eu.org/>

Christine Lucas :christine.lucas@univ-lyon1.fr

Xavier Saupin: xavier.saupin@isa-lyon.fr



Nos luttes

Toujours et encore défendre le personnel et le service public de recherche

- ➡ Baisse des postes (lié à l'avancement qui stagne)
- ➡ Précarisation (CDD, CDI, Vacataires...)
- ➡ Les budgets des laboratoires en baisse et la recherche sur financement contractuel (ANR, etc...)
- ➡ Nos conditions de travail
- ➡ Nos salaires
- Bien d'autres choses.....



Prochainement

Election des administrateurs au **CAES du CNRS**
du 15 avril au 15 mai

Election des représentants des personnels au
CNESER avant le 28 mai

Contrat d'objectifs Etat-CNRS

Changement de régime des primes en 2017...

(La PPRS remplacée par le RIFSEEP : régime Indemnitare tenant compte des Fonctions de Sujétions et d'Expertise et de l'Engagement Professionnel... dont une partie serait modulable de 0 à 100 %... Tout cela sans argent nouveau...!!)



Merci de votre attention

Eloge des syndicats

Puisque chacun prétend se soucier de l'envol des inégalités, pourquoi cette analyse du Fonds monétaire international (FMI) est-elle passée à ce point inaperçue (1) ? En raison de ses conclusions ? Dans une étude présentée en mars dernier, deux économistes issues de ce temple du libéralisme relèvent « l'existence d'un lien entre la baisse du taux de syndicalisation et l'augmentation de la part des revenus les plus élevés dans les pays avancés durant la période 1980-2010 ». Comment expliquent-elles ce lien ? « En réduisant l'influence des salariés sur les décisions des entreprises », l'affaiblissement des syndicats a permis d'« augmenter la part des revenus constitués par les rémunérations de la haute direction et des actionnaires ».

Selon ces économistes du FMI, « une moitié environ » du creusement des inégalités que les libéraux préfèrent traditionnellement attribuer à des facteurs impersonnels (mondialisation, technologies, etc.) découlerait du déclin des organisations de salariés. Doit-on s'en étonner ? Quand le syndicalisme, point d'appui historique de la plupart des avancées émancipatrices, s'efface, tout se dégrade, tout se déplace. Son anémie ne peut qu'aiguïser l'appétit des détenteurs du capital. Et son absence, libérer une place qu'envahissent aussitôt

l'extrême droite et l'intégrisme religieux, s'emparant l'une comme l'autre à diviser des groupes sociaux dont l'intérêt serait de se montrer solidaires.

Or l'effacement du syndicalisme ne tient ni du hasard ni de la fatalité. En avril 1947, alors que l'Occident s'apprête à connaître trente ans de prospérité un peu mieux partagée, Friedrich Hayek, un penseur libéral qui a marqué son siècle, dresse déjà la feuille de route de ses amis politiques : « Si nous voulons entretenir le moindre espoir d'un retour à une économie de liberté, la question de la restriction du pouvoir syndical est une des plus importantes. » Hayek prêche alors dans le désert, mais quelques décennies plus tard, grâce à l'intervention directe et brutale de deux de ses admirateurs, Ronald Reagan et Margaret Thatcher, lors de conflits du travail marquants (les contrôleurs aériens américains en 1981, les mineurs britanniques en 1984-1985), le « pouvoir syndical » a rendu l'âme. Entre 1979 et 1999, le nombre annuel de grèves impliquant au moins mille salariés passe aux Etats-Unis de deux cent trente-cinq à dix-sept, celui des jours de travail « perdus », de vingt millions à deux millions (2). Et la part du salaire dans le revenu national recule... En 2007, sitôt élu président de la République,

M. Nicolas Sarkozy fait à son tour voter une loi restreignant le droit de grève dans les services publics. L'année suivante, il pavoise tel un gamin hilare : « Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit. »

En bonne logique, l'étude du FMI aurait dû insister sur l'urgence sociale et politique de renforcer les organisations de salariés. Elle estime plutôt qu'« il reste à déterminer si l'accroissement des inégalités est bon ou mauvais pour la société »... Ceux qui ont déjà une petite idée de la réponse en tireront sans effort la conclusion qui s'impose.

■

par Serge Halimi

(1) Florence Jaumotte et Carolina Osorio Buitron, « Le pouvoir et le peuple » (PDF), *Finances & Développement*, Washington, DC, mars 2015.

(2) George Melloan, « Whatever happened to the labor movement ? », *The Wall Street Journal*, New York, 4 septembre 2001.